



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240425-2504202429-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2024

Publication : 30/04/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

DÉLIBÉRATIONS



Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Était représentées :

Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Annick LAMBARD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 avril 2024



1 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 MARS 2024

MESDAMES, MESSIEURS,

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 22 mars 2024 est adopté à l'unanimité et joint en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,
Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Président du C.C.A.S. de Rouen

Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.